

Audience publique du 24 octobre 2007

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 22760 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 4 avril 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 11 janvier 2007 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire et lui ayant refusé le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 5 mars 2007 prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 23 mai 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 25 juin 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du Gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 octobre 2007.

Le 8 août 2005, Monsieur ... introduisit oralement une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New-York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

Il fut entendu les 18 octobre et 8 décembre 2005 et 2 mars et 13 avril 2006 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Il fut entendu en outre par la commission consultative pour réfugiés en date du 7 novembre 2006.

Le 21 décembre 2006, la commission consultative pour la protection internationale rendit son avis relatif au cas de Monsieur

L'avis est libellé de la façon suivante :

« En fait :

Le 8 août 2005, Mr ... a introduit une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 29 juillet 1951.

Le demandeur indique avoir exercé la profession de réparateur de machines à laver ce qui lui aurait permis de fréquenter régulièrement les résidences privées des clients de son employeur. Il précise qu'il n'appartenait pas à une formation politique et n'avait pas d'activités politiques.

Le demandeur expose ce qui suit :

Un membre de sa famille (que le demandeur appellera « son cousin »), ... lui aurait fourni un CD qui montre un accident entre deux trains à Nejshabour remontant à début de l'année 2004, que l'on a présenté dans un premier temps comme un accident ferroviaire normal.

Or, ces trains auraient en fait transporté de l'uranium enrichi, et il s'agirait donc d'un accident nucléaire. Ceci expliquerait les dégâts importants et les nombreux morts.

Monsieur ... aurait été membre des services de renseignements iraniens, et c'est par ce biais qu'il aurait détenu ces informations ainsi que le CD.

Le visionnement du CD aurait ébranlé la façon de penser du demandeur, et, profitant de son emploi qui lui permet d'être en contact avec de nombreuses personnes, il se serait employé à le reproduire pour le diffuser le plus largement possible.

Son intention aurait été de divulguer la vérité pour faire prendre conscience aux plus de gens possible de la manipulation dont ils sont victimes par le régime iranien.

Monsieur ... aurait partagé avec le demandeur une grande confiance réciproque. Il aurait considéré même le demandeur comme son petit frère.

Le demandeur indique avoir distribué des copies de ce CD entre le 21 avril et le 10 juillet 2005, d'abord à ses amis proches et croyants, puis à toute personne qu'il aurait croisée dans son travail et en laquelle il aurait pensé avoir confiance.

En tout, entre 80 et 90 CD auraient été distribués. Il n'aurait cependant pas diffusé le film via internet ou par d'autres moyens.

Un soir de juillet 2005, Monsieur ... l'aurait contacté par téléphone pour lui demander de fuir car les autorités auraient découvert que le CD était diffusé sur le territoire de Téhéran. Une personne aurait été arrêtée et une enquête serait engagée.

Avec l'aide de son oncle, le demandeur a quitté l'Iran en versant 5.000 \$ à des passeurs.

Appréciations :

La Commission a relevé, dans un premier temps, de nombreux points peu claires dans les déclarations du demandeur, ce qui l'a incité à participer, elle-même, à une audition complémentaire afin d'éclaircir des points précis.

L'audition complémentaire n'a toutefois pas permis d'éliminer les incohérences.

Ainsi, le demandeur présente son rôle dans la distribution du CD comme une véritable mission, percevant le danger et ayant même peur, mais affirme ensuite que s'il avait eu conscience du danger il ne l'aurait pas fait.

Dans un premier temps, le demandeur déclare que la distribution et la reproduction du CD s'est faite à la demande de son cousin. Par après, il expose avoir toujours pris l'entière responsabilité. Il indique, par la suite, que son cousin a marqué son accord à son activité et lui aurait conseillé d'être prudent.

En dépit du fait que le demandeur indique bien connaître le CD, il n'est pas en mesure de répondre à la demande de l'agent du ministère de fournir des précisions sur l'auteur du film. Lors d'une audition ultérieure, il parvient toutefois à donner des indications très précises.

Il semble également difficile à la Commission d'admettre que des fanatiques islamistes, tels que présentés par le demandeur, puissent radicalement changer d'opinion au seul visionnement de ce CD. A une question précise sur ce point, le demandeur indique seulement « c'est ainsi ».

La Commission s'interroge également sur le point de savoir quels sont les contacts que le demandeur entretient avec l'Iran, respectivement avec ses proches, depuis son départ.

La Commission a notamment interrogé le demandeur sur le sort réservé à son cousin. Dans un premier temps, le demandeur explique n'avoir aucun contact avec sa famille, par crainte de mettre en danger ses proches. Puis, il finit par donner des informations sur ses parents, tout en indiquant qu'il n'en a aucune sur son cousin.

La Commission éprouve certaines difficultés à admettre, que le demandeur ne puisse avoir aucune nouvelle du cousin ..., considérant les relations très fortes entre les deux hommes décrites par le demandeur lui-même.

La Commission s'interroge également sur le fait que le cousin, membre des services de renseignements, ait pu conseiller au demandeur de fuir au plus vite, sans que lui-même ne parte, ou ne se propose de l'accompagner dans la fuite, ni même évoque cette possibilité. Ayant à l'origine fourni le CD, il semblait pourtant être plus encore exposé aux risques de représailles que le demandeur lui-même.

La Commission note, à propos du CD qu'en lui-même, il ne comportait pas la preuve qu'il s'agissait d'un accident nucléaire. Ces suppositions n'ont jamais été vérifiées par la suite au niveau international.

A ce jour, la vidéo se trouve publiée sur plusieurs sites internet, et sert d'élément de propagande contre le régime en place en Iran. Faisant parfois l'objet de Forums de discussions, elle est d'ailleurs fortement mise en cause quant à son authenticité, et au fait qu'il puisse s'agir d'un accident nucléaire.

Malgré le caractère désormais public de cette vidéo, elle n'a pas suscité de réactions au niveau international, ni dans les milieux politiques ni dans les milieux médiatiques.

Au regard des développements qui précèdent la Commission éprouve des doutes sérieux quant à la crédibilité du demandeur et conclut que ce dernier n'a pas fourni d'éléments suffisamment pertinents et cohérents pour établir la réalité des craintes alléguées.

Conclusion

La Commission estime que la demande en obtention du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève n'est pas fondée. »

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration informa Monsieur ... par décision du 11 janvier 2007, lui envoyée par courrier recommandé expédié le 15 janvier 2007, de ce qu'il ne saurait bénéficier ni de la protection prévue par la Convention de Genève ni de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après la loi du 5 mai 2006.

La décision a la teneur suivante :

« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 8 août 2005.

En mains les rapports d'audition de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration datés des 18 octobre et 8 décembre 2005, des 2 mars et 13 avril 2006 ainsi que du 7 novembre 2006.

En mains également l'avis donné par la Commission Consultative pour la protection internationale daté du 21 décembre 2004, qui est annexé à la présente pour en faire partie intégrante.

Je me rallie à l'avis de la Commission Consultative.

Ainsi, vous n'alléguez aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Une crainte justifiée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social n'est par conséquent pas établie.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, conformément au raisonnement élaboré par la Commission Consultative pour la protection internationale au sujet de votre demande d'asile, votre récit est trop peu crédible pour que nous vous octroyions le bénéfice de la protection subsidiaire.

Votre demande en obtention du statut de réfugié est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte que vous ne sauriez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé. »

Le 15 février 2007, Monsieur ... fit introduire un recours gracieux à l'encontre de la décision ministérielle du 11 janvier 2007 en énumérant notamment sous 9 points différents ses moyens en ce qu'il ne partage pas l'avis de la Commission consultative.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration confirma, à défaut d'éléments pertinents nouveaux, sa décision de refus antérieure par une décision du 5 mars 2007.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 4 avril 2007, Monsieur ... a fait déposer un recours en réformation à l'encontre des décisions ministérielles de refus des 11 janvier et 5 mars 2007.

Etant donné que tant l'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, que l'article 19, paragraphe 3 de la loi du 5 mai 2006 prévoient un recours en réformation en matière de demandes d'asile et de demandes de protection subsidiaire déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit. Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de son recours, Monsieur ... fait valoir qu'un membre de sa famille, un cousin de sa mère, Monsieur ..., en sa qualité de membre des services de renseignements iraniens, lui aurait fourni un CD montrant un accident de trains à Nejshabour remontant au début de l'année 2004, que les autorités en place auraient tenté de présenter comme un accident ferroviaire normal, alors qu'il se serait agit d'un accident nucléaire, dans la mesure où ces deux trains auraient transporté en fait de l'uranium appauvri et que l'accident aurait

provoqué de nombreux dégâts et aurait engendré de nombreuses victimes. Il explique que dans le cadre de l'exercice de sa profession de réparateur de machines à laver, il aurait profité pour distribuer le CD, reproduit par ses soins, à ses clients. Il estime qu'il risquerait actuellement de graves persécutions pour avoir distribué ces CD et rendu ainsi public l'accident nucléaire contre la volonté du pouvoir en place.

A titre principal, Monsieur ... fait valoir que les décisions ministérielles devraient être réformées pour violation de la loi, sinon pour erreur manifeste d'appréciation des faits dans la mesure où ce serait à tort que l'autorité administrative aurait retenu que les faits par lui relatés ne justifient pas dans son chef une crainte justifiée de persécution. Il se réfère notamment aux différents points soulevés dans le cadre de son recours gracieux pour faire valoir que l'avis émis par la commission consultative pour la protection internationale serait critiquable. Quant à la violation systématique des droits de l'homme en Iran, il fait référence à un rapport d'Amnesty International de 2005 et à un rapport de Human Rights Watch de 2007.

A titre subsidiaire, Monsieur ... soulève l'irrégularité de la procédure. Il expose que dans son recours gracieux il aurait invoqué des éléments nouveaux énumérés sous neuf points différents. Il estime qu'il aurait appartenu à l'autorité administrative de transmettre les points ainsi épinglés à la commission consultative. Il fait valoir que cette omission aurait vicié la procédure d'instruction du dossier de sorte que les décisions litigieuses devraient être annulées.

En premier lieu, il appartient au tribunal d'écarter le mémoire en réplique déposé étant donné que l'article 19, paragraphe 3 *in fine* de la loi modifiée du 5 mai 2006 dispose que « *par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne peut y avoir plus d'un mémoire de chaque parties, y compris la requête introductive. Le mémoire en réponse doit être fourni dans un délai de deux mois à dater de la signification de la requête introductive* ». En effet la loi modifiée du 5 mai 2006 est applicable à la présente affaire en application de l'article 74 de cette loi qui dispose : « *sans préjudice du paragraphe 2, la présente loi s'applique aux demandes de protection internationale en cours d'instruction* ».

Etant donné que le demandeur n'a formulé le moyen d'annulation qu'à titre subsidiaire, il y a d'abord lieu d'analyser les moyens introduits dans le cadre du recours en réformation.

Le demandeur réitère en substance les mêmes moyens que ceux développés précédemment dans son recours gracieux et consistant à prendre, de manière exhaustive, position par rapport aux incohérences lui reprochées par la Commission consultative pour la protection internationale.

Quant à la 1^{ière} incohérence soulevée par la Commission consultative :

« *Ainsi, le demandeur présente son rôle dans la distribution du CD comme une véritable mission, percevant le danger et ayant même peur, mais affirme ensuite que s'il avait eu conscience du danger il ne l'aurait pas fait* ».

A ce titre le demandeur fait préciser qu'il est tout à fait normal qu'une personne qui est en danger de mort uniquement pour des raisons politiques déclare : « *Je voudrais ajouter encore que si j'avais mesuré les conséquences de ce que j'ai fait et comment serait mon*

existence actuelle je ne l'aurai jamais fait. Je n'aurai jamais pris ce risque. J'étais jeune quand j'ai vu le CD et il a chamboulé ma vie. Je n'ai pas réfléchi à mes actes. Mais il faut savoir que se frotter au pouvoir en Iran est dangereux pour tout le monde : pour soi et sa famille. Si j'avais vraiment calculé les conséquences de mes actes, je ne l'aurais pas fait car toute ma vie en a été changée. Aucun homme censé n'aurait fait cela. »

Le tribunal ne saurait pas non plus constater une contradiction entre les déclarations de Monsieur ... étant donné qu'il peut paraître compréhensible que même en étant très engagé le fait d'avoir eu à endurer de telles conséquences, à savoir avoir dû quitter son pays natal, a pu faire changer l'attitude du demandeur face à son propre comportement, sans que ce changement ne mette en cause son engagement ou la véracité des actions commises par lui.

Quant à la 2^{ème} incohérence soulevée par la Commission consultative :

« Dans un premier temps, le demandeur déclare que la distribution et la reproduction du CD s'est faite à la demande de son cousin. Par après, il expose avoir toujours pris l'entière responsabilité. Il indique, par la suite, que son cousin a marqué son accord à son activité et lui aurait conseillé d'être prudent ».

A ce sujet le demandeur a déclaré ce qui suit : *« Pendant la période de Nowrooz, on était invité chez eux. Il m'a demandé si j'avais entendu parler de cet accident de train. J'ai répondu que j'en avais très vaguement entendu parler. Il m'a dit « maintenant tu vas voir ce qu'il sont capables de faire ; ce n'était pas un vrai accident » et il m'a montré ce fameux CD. Il m'a proposé de reproduire ce CD. Il connaissait mon travail : j'entrais dans beaucoup de maisons. Il m'a demandé si j'acceptais de distribuer cela. Il faut dire qu'en Iran 90 % des gens sont contre le régime. Donc, finalement distribuer ce CD ce n'était pas dangereux puisque tout le monde est contre. Je pensais donc que cela serait assez facile à faire. »*

« Sait-il que vous en avez, vous aussi, fait des copies et sait-il l'usage que vous avez fait de ces copies ?

« Il me l'a donné car parmi mes proches il y avait des familles très pieuses et très favorables au régime Khomeiny. Mon but était de leur montrer cela pour leur ouvrir un peu les yeux. Cela, je l'ai dit à mon cousin et il était d'accord. Il était d'accord aussi pour que je fasse des copies pour ces personnes. Il commençait à en avoir marre de ce régime et il ne faut pas oublier que c'était en période électorale. Il était pour un changement de politique. Mais il était prévu que je lui rende le CD pour je l'aurais montré et copié pour mes amis. Il ne pensait pas que j'en ferais des copies ni que je les distribuerais à plein d'autres gens. D'ailleurs, mon seul but au départ c'était de montrer cela à mes amis ».

Vous aviez dit dans la première audition que c'était votre cousin des Renseignements qui vous avait demandé de reproduire le CD et de le distribuer. C'est plutôt contradictoire par rapport à ce que vous avez dit dans la deuxième audition. Pouvez-vous vous expliquer sur ce point ?

« Quand j'ai visionné le CD, je lui ai dit que certains de mes amis venaient de familles de fanatiques islamistes et que je voulais voir leur réaction en montrant le CD. Il a accepté cela. C'était notre premier accord.

Quand j'ai vu l'impact de ce CD pour cette famille-là, je me suis dit que cela avait eu

un résultat constructif et que cela aurait beaucoup d'effet sur d'autres gens. De mon propre chef, j'ai reproduit et enregistré ce CD.

Je précise quand même je ne le donnais pas à n'importe qui. Il fallait quand même que je me renseigne sur les gens à qui je le donnais. Après avoir reproduit quelques CD comme cela, je l'ai quand même dit à mon cousin et je lui ai dit que j'avais pris toutes les précautions nécessaires. Il a fini par marquer son accord mais il m'a dit de faire attention à qui je le donnais quand même.

Je précise aussi que c'était pendant la période de Nouvel An que j'ai eu ce CD. Il y avait des jours fériés et mes amis ont pu le voir à ce moment-là. Puis, pendant un mois je n'ai rien fait. Le mois d'après, alors que j'avais vu l'impact sur mes amis, j'ai acheté un graveur CD et j'ai commencé à reproduire ce CD et à le distribuer. »

Vous avez dit que vous avez reçu le CD d'un proche du régime, votre cousin. Pouvez-vous dire pourquoi il vous a donné ce CD, s'il l'a donné à d'autres personnes. Il y a-t-il eu une enquête. Que lui est-il arrivé ?

« Je me rappelle qu'une fois au Nouvel An, j'étais invité chez eux. On discutait et il m'a dit : « Tu sais, ils disent qu'ils veulent la paix mais je vais te montrer un CD sur Neshabour. Veux-tu le voir ? » J'ai dit oui. Il m'a fait voir ce CD, et je ne pouvais presque pas y croire, je pleurais en voyant ces cadavres, ce carnage. J'ai demandé à l'emprunter pour le montrer à mes amis. Il a accepté mais il ne m'avait pas dit de le grader pour le distribuer. J'en ai donc parlé à mes amis, ils l'ont donné à leurs parents. J'ai vu que tous avaient la même réaction que moi. Alors, j'ai reproduit le CD à l'insu de mon cousin puis je lui ai quand même avoué que je l'avais reproduit. Il n'était pas opposé mais il ne m'a jamais demandé de le distribuer ».

Il est vrai que les dépositions de Monsieur ... contiennent une contradiction et les explications avancées à ce titre n'emportent pas la conviction du tribunal.

Quant à la 3^{ème} contradiction soulevée par la Commission consultative :

« En dépit du fait que le demandeur indique bien connaître le CD, il n'est pas en mesure de répondre à la demande de l'agent du ministère de fournir des précisions sur l'auteur du film. Lors d'une audition ultérieure, il parvient toutefois à donner des indications très précises ».

A ce titre Monsieur ... relate ce qui suit dans le cadre de son audition :

Il y a donc des morts, dans un rayon proche de l'explosion, et des blessés – que vous avez décrits – chez ceux qui étaient plus loin ?

« Je ne sais pas pourquoi mais tous les vêtements, même ceux des cadavres étaient réduits en poussière. On ne voit pas de vêtement : c'est cela qui était bizarre. Un cameraman filmait avant l'explosion. Il y avait des badauds pour voir ces trains. Il y avait des ballots de cotons ou de paille autour des wagons. On était en train de transporter ces ballots. Il n'y a même pas eu une vraie explosion, pas de feu. Puis la camera tombe et alors on voit qu'il n'y a plus rien. »

Où était ce cameraman ? Il n'est pas mort dans l'accident ?

« On ne peut pas affirmer que c'est filmé par un seul cameraman car on ne le voit pas. On l'entend parler. Il est peut-être mort aussi. Je pense que la camera a été ramassée par un autre. Il n'y a pas eu d'explosion, d'ailleurs l'appareil aurait explosé aussi. Or, l'appareil était intact et le film aussi. »

Savez-vous qui a filmé et pourquoi ?

« La première partie de ce CD a été filmée par un journaliste et son cameraman avec l'accord des forces de l'ordre. C'était un simple journaliste de la région. La seconde partie du CD a été filmée par les forces du Service de Renseignements et elle était destinée à rester dans leurs archives.

Je ne veux pas vous commander mais je pense que des personnes spécialisées de la police par exemple devraient visionner ce film et analyser l'explosion sur base des dégâts provoqués. Cela donne vraiment l'impression d'une catastrophe nucléaire. C'est très grave ».

A lire ces deux réponses aux questions posées force est de constater que le tribunal ne saurait y déceler une contradiction étant donné que les deux questions étaient posées dans un contexte différent.

Quant à la 4^{ème} incohérence soulevée par la Commission consultative :

« Il semble également difficile à la Commission d'admettre que des fanatiques islamistes, tels que présentés par le demandeur, puissent radicalement changer d'opinion au seul visionnement de ce CD. A une question précise sur ce point, le demandeur indique seulement « c'est ainsi ».

Monsieur ... répond de la façon suivante aux questions lui posées :

Vous avez même fait visionner ce CD à des « extrémistes ». C'est bien cela ?

« Justement, la famille de mes amis était très croyante. Ils prêchaient autour d'eux qu'il fallait aller à la prière régulièrement. Mon idée était de leur faire changer de jugement sur le régime. Après j'ai distribué à mes clients, mais ce n'était pas dans le même contexte. »

Comment la vision de ce CD peut-il modifier les convictions d'une famille de fanatiques ?

« Oui...mais c'est arrivé quand même. »

Des gens si favorables au régime ont donc bouleversé leurs convictions ?

« Oui, effectivement. Ils ont été bouleversés. C'est pour cela que j'ai été incité à distribuer le CD. »

S'il est certes exact que le demandeur a simplement répondu par l'affirmative à la question précise lui posée, cette simple constatation ne saurait cependant suffire pour mettre en doute de façon générale les affirmations du demandeur à ce sujet.

Quant à la 5^{ème} contradiction soulevée par la Commission consultative :

« La Commission s'interroge également sur le point de savoir quels sont les contacts que le demandeur entretient avec l'Iran, respectivement avec ses proches, depuis son départ.

La Commission a notamment interrogé le demandeur sur le sort réservé à son cousin. Dans un premier temps, le demandeur explique n'avoir aucun contact avec sa famille, par crainte de mettre en danger ses proches. Puis, il finit par donner des informations sur ses parents, tout en indiquant qu'il n'en a aucune sur son cousin.

La Commission éprouve certaines difficultés à admettre, que le demandeur ne puisse avoir aucune nouvelle du cousin ..., considérant les relations très fortes entre les deux hommes décrites par le demandeur lui-même.

La Commission s'interroge également sur le fait que le cousin, membre des services de renseignements, ait pu conseiller au demandeur de fuir au plus vite, sans que lui-même ne parte, ou ne se propose de l'accompagner dans la fuite, ni même évoque cette possibilité. Ayant à l'origine fourni le CD, il semblait pourtant être plus encore exposé aux risques de représailles que le demandeur lui-même. »

A ce sujet le demandeur relate ce qui suit dans les différentes auditions :

Savez-vous si on a découvert que le CD avait été remis par votre cousin ?

« Je n'ai plus de nouvelles de lui. Mais j'entends encore le son de sa voix. Je crois qu'il se sentait pris. Quand on rentre au Service de Renseignement, on ne peut plus démissionner. Je pense qu'il sentait la mort planer sur sa tête mais je n'ai plus de nouvelles de lui. Je pense que c'aurait été très dangereux pour lui si je m'étais fait capturer. Ils auraient vite fait le rapprochement familial entre nous. Je sais qu'il était très effrayé ; il a dit que c'était extrêmement dangereux et qu'il était urgent que je parte. Lui, il n'avait pas le choix : il devait continuer son travail comme d'habitude. Mon départ lui laissait plus de chance. J'ai aussi ressenti de l'amertume dans sa voix : il devait se demander pourquoi il avait fait cette bêtise de me donner le CD. Je sais que maintenant, il est vraiment opposé au régime, je connais sa façon de penser. Je pense que c'était justement parce que, dans les Renseignements, il était au courant des activités du régime. Je peux vous raconter par exemple une des missions auxquelles il avait dû participer. »

Avez-vous des nouvelles de votre famille ? Plus précisément de vos parents et de votre cousin des Renseignements ?

« Je n'ai aucun contact, ni avec ma famille ni avec mes amis. J'ai juste demandé à un de mes amis d'aller demander un acte de naissance chez mon oncle. Mais je n'ai eu aucune nouvelle depuis. »

Vous ne demandez pas de nouvelles pour ne pas les mettre en danger ou pour des raisons de convenance personnelles.

« Je pense que cela pourrait être dangereux si je les appelle. »

Avez-vous des nouvelles de vos proches maintenant ?

« Quand j'ai reçu la convocation pour ce jour, j'ai contacté celui qui m'a donné le CD et j'ai demandé aussi un papier d'identité. Je lui ai dit d'envoyer le livret de famille de mes parents par l'intermédiaire de mon oncle. »

C'est tout ce que vous avez demandé ?

« J'ai eu contact avec l'Iran l'an dernier pour avoir le CD et le mois dernier. »

Vous n'avez pas demandé des nouvelles de vos proches ?

« Ce qui m'inquiète c'est que si je les contacte je risque de les mettre en danger. C'est pour cela que je ne le fais pas. »

Et en demandant des nouvelles par votre ami ?

« Je peux l'appeler...J'ai demandé de leur nouvelles évidemment. »

Et quelles sont ces nouvelles ?

« Mon père a fait un infarctus et ma mère est désemparée car elle ne sait pas grand-chose. »

Et votre cousin ?

« Mon ami ne connaît pas mon cousin. Il ne sait pas que c'est lui qui m'a donné le CD. Je n'ai rien demandé à ce sujet. »

La Commission veut connaître le rôle du cousin et ce qui lui est advenu !

« Personne ne sait qu'il travaille aux Renseignements, sauf peut-être sa femme. Il va souvent en mission. Il pourrait lui arriver des « choses ». Tous sont sous la loupe. Leur téléphone est sous écoute. »

A ce sujet les déclarations faites par le demandeur telles que relatées dans les différentes auditions et également reprises dans le cadre du recours gracieux semblent cohérentes, de sorte que le tribunal ne saurait partager les doutes mises en avant par la commission consultative pour la protection internationale dans son avis.

Quant à la 6^{ième} incohérence soulevée par la Commission consultative :

« La Commission note, à propos du CD qu'en lui-même, il ne comportait pas la preuve qu'il s'agissait d'un accident nucléaire. Ces suppositions n'ont jamais été vérifiées par la suite au niveau international. »

A ce jour, la vidéo se trouve publiée sur plusieurs sites internet, et sert d'élément de propagande contre le régime en place en Iran. Faisant parfois l'objet de Forums de

discussions, elle est d'ailleurs fortement mise en cause quant à son authenticité, et au fait qu'il puisse s'agir d'un accident nucléaire.

Malgré le caractère désormais public de cette vidéo, elle n'a pas suscité de réactions au niveau international, ni dans les milieux politiques ni dans les milieux médiatiques.

Au regard des développements qui précèdent la Commission éprouve des doutes sérieux quant à la crédibilité du demandeur et conclut que ce dernier n'a pas fourni d'éléments suffisamment pertinents et cohérents pour établir la réalité des craintes alléguées. »

Il est constant qu'on peut visionner le CD sur le site internet www.iran-resist.org/media2064. De la part de la partie publique il n'est pas contesté que Monsieur ... a remis le CD fin 2005 aux mains des services compétents et que celui-ci a fait son apparition au cours de l'année 2006 sur le site internet. La partie publique ne conteste pas non plus que différentes chaînes de télévision à savoir France 2, ARTE et M6 ont fait en partie référence dans leurs reportages respectifs au susdit CD.

Le tribunal constate plus particulièrement que le demandeur, et ce tant dans son recours gracieux que dans son recours contentieux, a pris position, de manière précise et circonstanciée, par rapport à chacune des incohérences ou contradictions lui opposées par le ministre, les explications fournies paraissant par ailleurs *a priori* crédibles, ou du moins non dénuées de tout fondement.

La seule incohérence qui n'a pas pu être éclairée par le demandeur est celle relative au déroulement des faits relatifs à la distribution du CD. Or cette seule incohérence ne saurait suffire pour mettre en doute la totalité de son récit.

En revanche, le tribunal constate que le ministre n'a pas pris position par rapport aux explications avancées par le demandeur, mais qu'il s'est contenté d'écarter les explications contenues dans le recours gracieux comme ne constituant pas des éléments pertinents nouveaux et, dans le cadre de son mémoire en réponse déposé dans la procédure contentieuse, il s'est permis de renvoyer aux arguments soulevés par la Commission consultative auxquels le ministre des Affaires étrangères s'est rallié dans sa décision initiale.

Le ministre n'ayant dès lors pas pris position par rapport à ces explications, le tribunal ne saurait, à défaut de précisions, voire seulement de contestations circonstanciées soulevées par le ministre, qu'admettre le récit du demandeur comme étant suffisamment crédible pour emporter sa conviction, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de puiser de sa propre initiative dans le dossier administratif les motifs éventuels du maintien de la position du ministre en dépit des explications du demandeur. Il y a lieu de rappeler à ce sujet que si le régime administratif de la preuve fait en premier lieu peser le fardeau de la preuve sur le demandeur, lequel doit effectivement combattre et démentir le contenu et la légalité de l'acte administratif critiqué, il n'en reste pas moins que l'administration, c'est-à-dire la partie défenderesse, ne saurait rester purement passive¹.

Il aurait en effet appartenu à la partie publique de livrer au plus tard dans le cadre de la procédure contentieuse des pièces ou références permettant au tribunal de vérifier les simples

¹ Cf. TA 10 octobre 2007, no. 22735 du rôle, www.ja.etat.lu

allégations que le CD en question aurait fait l'objet de forums de discussion où son interprétation et son authenticité auraient été mises en cause.

S'il est certes exact que la vidéo en elle-même ne comporte pas la preuve qu'il s'agit d'un accident nucléaire, il n'en reste pas moins que les simples affirmations de l'Etat, au vu du récit somme tout cohérent du demandeur et des pièces versées, ainsi qu'au vu du site Internet indiqué, ne suffisent pas pour corroborer utilement les doutes émis quant à la crédibilité du demandeur et à la réalité des craintes allégués.

L'article 1er, section A, 2. de la Convention de Genève, précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Il résulte du récit du demandeur que celui-ci a quitté son pays d'origine après avoir été alerté par le cousin de sa mère au sujet du fait que les services de renseignement avaient appris qu'un CD sur l'incident de Neyshapour avait été distribué sur l'ensemble du territoire de Téhéran et qu'une personne a été arrêtée, de sorte par la crainte de persécution mise en avant par lui est suffisamment fondée.

Il y a donc lieu de retenir que le demandeur tombe dans le champ d'application de l'article 1^{er}, A 2 de la Convention de Genève, de sorte que les décisions ministérielles déferées sont à réformer.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,

reçoit le recours en réformation en la forme,

écarte des débats le mémoire en réplique déposé ;

au fond, déclare le recours justifié,

partant, par réformation, accorde à Monsieur ... le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 octobre 2007 par :

Mme Lenert, vice-président,
M. Thomé, juge,
M. Fellens, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 24.10.2007

Le Greffier en chef du Tribunal administratif